LIBYE

Situation «désespérée» pour les civils dans Syrte assiégée

Les habitants de Syrte sont dans une situation «désespérée» selon la Croix-Rouge internationale qui tire la sonnette d'alarme après plus de deux semaines de siège imposé au fief de Mouammar Kadhafi par les combattants des nouvelles autorités en Libye.

Hier, les forces du Conseil national de transition (CNT) poursuivaient les combats pour prendre cette ville côtière à 360 kilomètres à l'est de Tripoli où les pro-Kadhafi opposent une résistance farouche, alors que des centaines de familles continuaient à fuir, selon un correspondant de l'AFP.

Des combattants du CNT ont affirmé avoir pris un quartier dans le sud-ouest de Syrte. «Nous contrôlons 95% de Bouhadi, un fief de Kadhafi où habitaient de nombreux membres de sa famille et de son clan», a dit Drissi Mayar, ajoutant avoir pris samedi «une petite base militaire après de légers accrochages».

Les forces pro-CNT, positionnées au nord-est de la ville, ont également pilonné à l'arme lourde, notamment à l'aide de chars, le centre de Syrte où se retranchent les combattants pro-Kadhafi, selon un journaliste de l'AFP.

Hichem Khadhraoui, un représentant du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) qui a visité la ville de 70 000 habitants, a affirmé que les blessés et les malades ne pouvaient pas rejoindre l'hôpital à cause des combats et des bombardements de l'Otan.

«Plusieurs roquettes ont touché l'intérieur de l'hôpital pendant que nous y étions», a-t-il déclaré à l'AFP, déplorant «beaucoup de tirs aveugles» de roquettes, de canons antichars et de mitrailleuses.

L'origine exacte de ces tirs n'a pas pu être établie, a-t-il ajouté, précisant que l'équipe du CICR avait été «surprise» que l'attaque survienne durant sa visite car «toutes les parties avaient été prévenues».

Le CICR, qui a fourni 300 kits de soins pour blessés de guerre et 150 linceuls en plastique, a affirmé que les assiégés mouraient par manque de soins de base dû au «manque d'oxygène et de carburant pour le générateur» et que l'hôpital Ibn Sina était privé d'eau car son réservoir avait été touché.

Le CNT misait pourtant sur ces conséquences du siège imposé à la ville depuis le 15 septembre.

Selon Hassan Duhan, commandant du conseil militaire à Misrata, les pro-Kadhafi à Syrte ont dit «à la radio qu'ils n'avaient plus d'électricité et qu'ils étaient à court de nourriture et de munitions».

Le chef du CNT, Moustapha Abdeljalil, avait d'ailleurs donné vendredi 48 heures aux civils pour quitter la ville, sans toutefois préciser si ce répit signifiait le lancement d'une vaste offensive hier à Syrte, où l'Otan a annoncé avoir touché samedi neuf objectifs militaires.

Des centaines d'habitants entassés dans des voitures chargées de valises et de sacs quittaient encore la ville hier en direction de Misrata, a constaté un journaliste de l'AFP.

Samedi, une roquette a tué deux enfants, dont les familles quittaient la ville. Radwan Abdelrahim qui fait partie de ces familles a affirmé que la situation à Syrte est devenue «intolérable». «Nous ne savons pas d'où proviennent les balles et les roquettes».

Parallèlement, le sort des armes libyennes inquiétait les pays occidentaux qui redoutent leur utilisation par des groupes armés.

La trace d'au moins 10 000 missiles sol-air a été perdue en Libye, a estimé l'amiral Giampaolo Di Paola, président du Comité militaire qui regroupe les chefs d'état-major des pays de l'Otan, cité hier par le site internet de l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*.

«Plus de 10 000 missiles sol-air» qui représentent «une sérieuse menace pour l'aviation civile» pourraient sortir de Libye et se retrouver dans de mauvaises mains «du Kenya à Kunduz» (Afghanistan), a déclaré l'amiral lors d'une réunion secrète avec des députés allemands lundi, selon le magazine. Sur les 20 000 SAM-7 achetés par Mouammar Kadhafi, «plus de 14 000 ont été soit utilisés, soit détruits, ou sont aujourd'hui hors d'usage». Près de 500 ont été retrouvés par les forces du CNT et seront tous neutralisés, a affirmé devant des journalistes à Benghazi (est) le général du CNT Mohamed Hadia.

Photos : DR

Les pénuries tuent les malades à Syrte.

La présence d'armes à Tripoli, plus d'un mois après la prise de la capitale par les anti-Kadhafi, inquiétait aussi les habitants qui réclament le départ des centaines de combattants armés venus de tout le pays.

«Ils ont toujours leurs armes avec eux et ils tirent en l'air. C'est dangereux et ça fait peur aux gens», déplore Hamza Bonwara, un Tripolitain de 27 ans, qui estime qu'«il est temps qu'ils rentrent chez eux».

Par ailleurs, le porte-parole du régime déchu, Moussa Ibrahim, a démenti samedi soir sa capture par les anti-Kadhafi lors d'un entretien par téléphone à la télévision Arraï basée en Syrie.

A Caracas, le président vénézuélien Hugo Chavez a réitéré son soutien au colonel Kadhafi dans un discours à la télévision d'Etat VTV : «Ils sont en train de le traquer pour le tuer. Nul ne sait où se trouve Kadhafi. Je crois qu'il est allé dans le désert», a-t-il déclaré.

SYRIE

L'opposition forme un front commun

L'opposition a annoncé hier à Istanbul la formation du Conseil national syrien réunissant les courants politiques opposés au régime en Syrie, où l'armée s'est déployée massivement à Rastane après plusieurs jours de violents affrontements avec des déserteurs.

«Le Conseil national syrien est le cadre qui réunit les forces de l'opposition et de la révolution pacifique», a déclaré Burhan Ghalioune, un universitaire, qui a lu le manifeste fondateur du Conseil devant des journalistes, qualifiant sa création d'«historique».

Le Conseil «œuvre pour mobiliser toutes les catégories du peuple syrien et apporter le soutien nécessaire à la marche de la révolution et la réalisation des espoirs et attentes de notre peuple pour le renversement du régime et de ses symboles, y compris la tête de ce régime», a-t-il ajouté.

«Le Conseil syrien est ouvert à la participation de tous les Syriens. C'est un Conseil indépendant qui incarne la souveraineté du peuple syrien dans sa lutte pour la liberté», a ajouté cet opposant basé à Paris.

Ce Conseil réunit toutes les tendances politiques, notamment les Comités locaux de coordination (LCC) qui chapeautent les manifestations sur le terrain, les libéraux, la confrérie des Frères musulmans interdite de longue date en Syrie, ainsi que des partis kurdes et assyriens.

Il a, d'autre part, lancé un appel à la communauté internationale pour protéger le peuple de Syrie.

«A la demande des jeunes de la révolution, le Conseil appelle les organisations internationales à assumer leur responsabilité envers le peuple syrien et à œuvrer pour le protéger de la guerre, en faisant cesser les crimes et les violations dangereuses des droits de l'homme perpétrées par le régime illégitime, et ce par tous les moyens légaux», y compris le droit international, a affirmé M. Ghalioune.

Un autre membre a indiqué à Istanbul que le Conseil «doit se réunir (prochainement) pour élire son président et son comité exécutif».

Depuis samedi, la coalition la plus large et la plus représentative de l'opposition menait des tractations à huis clos pour obtenir le ralliement d'opposants, alors que les violences s'amplifiaient à travers le pays.

Sur le terrain, les forces armées étaient massivement déployées hier à Rastane, dans la région de Homs, à 160 km au nord de Damas, après plusieurs jours d'affrontements devenus une véritable guerre entre militaires et déserteurs.

Des militants sur place évoquent «un vaste déploiement militaire et sécuritaire à Rastane et ses environs» où 250 chars et blindés avaient été envoyés vendredi. «L'armée syrienne contrôle entièrement Rastane, et 50 chars ont quitté dimanche Rastane», a affirmé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

«De nombreuses maisons y ont été détruites et la situation humanitaire est très mauvaise. Nous avons des informations sur des dizaines de civils tués puis enterrés dans les jardins des maisons pendant les quatre jours de pilonnage de la ville par l'armée», a ajouté l'OSDH, basé au Royaume-Uni. Vendredi soir, des officiers déserteurs avaient annoncé dans un communiqué leur «retrait de Rastane». «En raison des renforts importants et des armes utilisées à Rastane par les gangs d'Assad (...), nous avons décidé de nous en retirer afin de mieux poursuivre la lutte pour la liberté», ont-ils expliqué.

Ailleurs, les corps de trois civils, détenus depuis jeudi, ont été remis hier à leurs familles à Khan Cheikhoune, dans la région d'Idleb, près de la frontière turque. Et dans la province de Damas, les forces de sécurité ont arrêté 27 personnes à Harasta. Par ailleurs, les militants pro-démocratie ont appelé sur Facebook à manifester dans les universités. «Soulèvement dimanche 2 octobre des universités de Damas, Techrine (à Lattaquié), d'Alep, de Homs et d'Al-Fourat (à Deir Ezzor)», ont-ils annoncé. «Aujourd'hui, c'est le soulèvement de nos universités. Tout le monde connaît la peur qui s'empare du régime quand les universitaires» manifestent, ont-ils également écrit sur la page «Syrian Revolution 2011».

L'OSDH a en outre annoncé l'arrestation samedi à Homs de l'opposant Mansour Atassi, 63 ans, un des dirigeants du Comité national pour le changement démocratique (CNCD), une coalition de partis de l'opposition.

Il a été arrêté à son bureau par les services de renseignement de l'armée de l'air.

Pour sa part, l'agence de presse officielle Sana a fait état d'un accident impliquant un train de marchandises provoqué par «un groupe terroriste armé» à Oubine, dans le gouvernorat d'Idleb. «Un groupe terroriste armé a visé ce matin un train de fret, blessant le conducteur et son adjoint et provoquant le déraillement de trois wagons», selon l'agence.

La répression du mouvement de contestation en Syrie a déjà fait, selon l'ONU, plus de 2 700 morts depuis la mi-mars.